



Décès de Fouad Boughanem, directeur du «Soir d'Algérie»
La presse algérienne en deuil

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Célébration de l'Aïd El-Fitr à Béjaïa
Deux décès et dix blessés enregistrés le premier jour

Page 24

Votre quotidien national
 Quatorzième année - N° 4798 - Jeudi 6 juin 2019 - Prix : 10 DA

Crise politique dans le pays

Une élection «absolument propre» ne serait-elle pas la meilleure des transitions ?

Page 2

● Alimentation
Poursuite de la baisse des importations



Page 5

Entre les statistiques officielles erronées et la réalité

Commerces fermés, l'éternel problème des jours de fête



Ph/E. Soraya/J.-A.

Les citoyens ont eu raison de stocker des légumes, fruits ainsi que d'autres produits essentiels à la veille de l'Aïd. En effet, au moment où les directeurs régionaux du commerce assurent une adhésion presque totale des commerçants à la permanence, les images désertiques qu'ont affichées les principaux quartiers des grandes villes dénotent le contraire.

Lire page 2

● Croissance
La Banque mondiale corrige à la baisse ses prévisions pour l'Algérie

Page 24

Marché national du textile

Le «Made in Algeria» reprend progressivement sa place

Page 4

Clandestins

Lopez Obrador assure que les Etats-Unis sont disposés au dialogue

Page 13

Entre les statistiques officielles erronées et la réalité

Commerces fermés, l'éternel problème des jours de fête

■ Les citoyens ont eu raison de stocker des légumes, fruits ainsi que d'autres produits essentiels à la veille de l'Aïd. En effet, au moment où les directeurs régionaux du commerce assurent une adhésion presque totale de la permanence des commerçants, les images désertiques qu'ont affichées les principaux quartiers des grandes villes dénotent le contraire.



Par Khouchi Thinhinene

La règle qui consiste à baisser le rideau durant les jours de fête a été respectée par la majorité écrasante des commerçants dans les différentes régions du pays.

En effet, au premier jour de l'Aïd el Fitr ainsi que le deuxième, les rideaux de la plupart des commerces sont restés baissés, obligeant ainsi le citoyen à faire le tour dans plusieurs quartiers à la recherche de quelques produits essentiels.

Les quelques commerçants ayant ouvert leurs magasins n'ont levé leurs rideaux qu'en fin de matinée et écoulé tout le pain et le lait disponibles quelques heures après leur ouverture. Les quelques boulangers qui ont assuré la permanence durant les deux jours de l'Aïd ont été pris d'assaut, très tôt le matin, par les citoyens et ont écoulé très vite leurs baguettes de pain. Le lait en sachet était introu-

vable sur les étals. Ainsi, de nombreux citoyens se sont trouvés contraints de s'approvisionner de lait en pack, disponible dans la plupart des commerces, mais plus cher. «A chaque Aïd, c'est le même scénario qui se répète.

Tout reste fermé jusqu'à 13h», indique un habitant d'Alger-Centre, précisant qu'«en allant acheter du pain chez le boulanger de mon quartier qui se trouve à l'avenue Pasteur, j'ai trouvé une file interminable.

Des personnes sont venues d'autres quartiers car leurs boulangeries étaient fermées». Pas de fast-foods ouverts, ni pharmacies, ni magasins de vêtements, ni commerces de fruits et légumes. Alger, à l'image de plusieurs wilayas du pays, ressemble à une ville fantôme durant les journées chômées de fête. Toutefois, les marchands ambulants étaient les premiers à leurs postes, notamment devant les mosquées, proposant pain et fruits de saison, notamment du melon, de la pastèque et autres abricots et pêches, avec une majoration fort notable des prix. Une baguette de pain est proposée dans certains quartiers à 30, voire 40 dinars.

De leur côté, les fameuses statistiques qu'avancent les directeurs régionaux du commerce restent erronées, à croire qu'ils ne vivent pas dans la même Algérie.

En effet, au lendemain de chaque fête le bilan tombe, très vite, indiquant que les commerçants ont assuré leur permanence, et affirme que plus de 99% des commerçants réquisitionnés sur l'ensemble des wilayas du pays ont fait leur devoir et ont respecté la permanence durant ces deux jours de l'Aïd.

Chose qui n'est pas constatable dans les quartiers des différentes wilayas du pays qui restent déserts durant les journées de fête. A cet effet, le ministère du Commerce devrait alors sanctionner les commerçants qui n'assurent pas leur permanence mais surtout les personnes qui établissent des statistiques erronées, gonflées, ce qui peut nuire à la crédibilité de cette institution.

D'autre part, l'activité des transports était encore très timide durant ces deux journées de l'Aïd. Des familles désirent rendre visite à leurs proches ont dû prendre leur mal en patience dans l'attente des bus et des taxis. Elles se sont trouvées contraintes de se rabattre sur les taxis clandestins qui n'ont, d'ailleurs, pas chômé.

K. T.

Crise politique dans le pays

Une élection «absolument propre» ne serait-elle pas la meilleure des transitions ?

Les élans extraordinaires qui se sont exprimés, depuis le 22 février 2019, au sein du hirak populaire, revendiquant, dans un premier temps, le refus du 5^e mandat, et dans un second temps, le changement du système de gouvernance, avaient cette force que nul ne pouvait démonter, qu'ils étaient porteurs d'aspirations partagées par tous, à savoir : une demande de justice et une exigence de transparence... Au-delà de ces revendications qui, au demeurant, sont nécessaires et suffisantes pour produire le changement revendiqué, les acteurs du hirak, en l'occurrence les citoyens, ne peuvent partager plus que cela, sinon des modalités d'exécution de leurs demandes. Les citoyens qui activent dans le hirak et même ceux qui sont avec le hirak sans en être ne peuvent structurer un discours politique ou avoir des représentants qui s'expriment en leur noms sans courir le risque de se découvrir des dissensions inconciliables. Si au jour d'aujourd'hui, nous savons ce que le hirak ne veut pas, notamment les 3B, on ne sait pas, en revanche, ce qu'il veut. Est-il d'ailleurs raisonnable de poser la question sous cette forme ? Le faire, c'est supposer une volonté commune quant à la façon de concevoir l'avenir de l'Algérie, alors que chacun, dans son esprit, dessine cette nouvelle république dans les contours de sa propre sensibilité culturelle et idéologique. Cela même si la façon d'y arriver semble convenir à tous, à savoir des conditions institutionnelles et matérielles favorables à l'égalité des chances et en droit pour favoriser une alternance, via les élections, en toute transparence et en toute légitimité. Loin de la difficile conciliation des sensibilités idéologiques, culturelles et politiques, mais bordé par elles,

le choix d'une figure au singulier pour prendre en mains cette transition que d'aucuns appellent de leurs vœux avec acharnement, semble périlleux et susceptible de mettre à jour des désaccords profonds sur les perceptions des uns et des autres concernant la personne idoine pour être investie de la confiance de tous afin de mener le pays, via une transition, vers un rivage salutaire.

Le hirak ou le peuple en hirak redoute la confiscation de sa révolution s'il consent à s'inscrire dans le processus constitutionnel. Mais il y a lieu de poser la question de façon franche et claire : n'est-il pas vrai qu'en engageant le pays dans une transition qui situe le débat sur le plan populaire et non sur le plan de l'élite politique, on risque d'avoir une multitude de propositions et d'innombrables orientations qui trahissent plus une hétérogénéité clivante qu'une diversité enrichissante ? Le minima exprimé relève d'un désir de liberté, de justice et de moralisation de la vie publique, accompagné de mesures pour renforcer l'égalité des chances et l'égalité devant la loi qui sont pendants au besoin de justice, mais dès que l'on sort de la sphère universelle, des éléments de culte et de culture viennent s'interposer en barrières devant le consensus acquis dans l'élan de l'effort forcené, fait de concessions idéologiques et politiques de la part des uns et des autres, pour maintenir l'unité du hirak populaire.

Qu'en sera-t-il quand le temps viendra de décider des droits de la majorité et des droits des minorités, des droits des femmes, des droits des non-musulmans et d'une multitude d'autres points qui sont de taille à définir les contours de projets de société et à signifier la manière dont chaque catégorie et groupe

sociaux entendent s'inscrire dans la modernité, avec quel bagage idéologique et quel bagage politique ? Cela en excluant, bien entendu, toute remise en cause des constantes acquises de la nation sur lesquelles tous les Algériens sont (censés être) d'accord. Il est évident, au vu de la complexité de gestion que requiert une période de transition et des aléas auxquels cette complexité soumettrait le corps social autant que le landernau politique, qu'elle risque d'être hasardeuse et porteuse, au vu d'expériences antérieures, de tentations de régression et de tentatives de détourner le cours du hirak, dont l'essence non-corrumpue à ce jour après 15 vendredis et autant de mardis étudiants, est demeurée foncièrement démocratique et libertaire.

Incorruptible, le mouvement populaire est immunisé contre tout, car il n'a pas encore détaché des éléments pour le représenter. S'il le fait, il devient perméable à toutes sortes de dissensions, du simple fait qu'il est impossible de représenter une telle diversité, sauf à soumettre au pouvoir, de façon plus ordonnée et concertée, des idées déjà exprimées par la rue, sur laquelle tous semblent s'accorder.

Au jour d'aujourd'hui, en l'absence d'opinions mieux structurées et plus représentatives, il semble bien que des élections présidentielles, organisées dans les conditions qui permettent au peuple un contrôle direct du suffrage et offrant à l'amont les garanties de respect des droits de tous les candidats, soient la meilleure option pour opérer une transition salutaire vers la nouvelle république que tous les Algériens appellent de leurs vœux et de leur voix chaque vendredi.

Imène H. Filali

Décès de Fouad Boughanem, directeur du «Soir d'Algérie»

La presse algérienne en deuil

■ La famille de la presse s'est réveillée hier sur une triste nouvelle, celle du décès, à l'âge de 65 ans des suites d'une longue maladie, du directeur du journal «Le soir d'Algérie», Fouad Boughanem. De nombreux journalistes, intellectuels, citoyens anonymes et lecteurs du Soir d'Algérie, ont tenu à rendre hommage à cet homme de presse qui a su se forger un nom incontournable dans le monde de l'information et celui des luttes pour les libertés fondamentales et démocratiques.

Par Thinhinene Khouchi

Une des premières à réagir, Naima Mahmoudi, gérante des quotidiens «Le Jour d'Algérie» et «Les Débats», se dit «effondrée par la terrible nouvelle». Elle «n'oublie pas que Fouad, ce professionnel hors pair, lui a témoigné son entière solidarité lors du décès de son regretté époux Abderrahmane Mahmoudi, dont il était un ami d'enfance et avec lequel il avait partagé de longues années de confraternité dans la presse, notamment à l'époque de «L'Unité», durant les années 70», avant d'ajouter : «C'est une cruelle et immense perte pour ses proches et pour toute la famille de la presse qui, avec le décès de Fouad se retrouve amoindrie d'un de ses meilleurs fils en termes d'engagement et de probité morale et d'intégrité journalistique». Pour sa part, Nadjib Stambouli, directeur des deux publications sus-citées, pour qui Fouad Boughanem est un ami de longue date, s'est dit «profondément affligé par la triste nouvelle du décès de cet homme aux nobles valeurs, tant humaines que professionnelles». Son ami intime, Arezki Metref, aujourd'hui chroniqueur au «Soir d'Algérie» et qui était rédacteur en chef à «L'Unité» à l'époque où le regretté Boughanem y travaillait, a publié ce message sur son compte Facebook, sitôt connue la triste nouvelle : «Que la terre soit légère, mon frère Fouad Boughanem, directeur du Soir d'Algérie. L'annonce de ton décès ce matin est un choc. Je suis bouleversé. Je perds en toi un frère». Plus tôt, Nacer Belhadjoudja, directeur de la rédaction du «Soir d'Algérie» avait fait part de l'affligeante information en ces termes : «J'ai l'immense douleur de vous annoncer le décès, ce matin, de

mon frère Fouad Boughanem, directeur général du «Soir d'Algérie». Réagissant à cette terrible nouvelle, le journaliste Tarik Hafid, qui a travaillé avec Fouad Boughanem, assurera qu'il avait des qualités humaines exceptionnelles. Il était très souriant, avait beaucoup d'humour, fidèle à ses principes, d'une grande culture. Il était aussi un très grand gestionnaire car il a géré le «Soir d'Algérie» au moment où il avait d'énormes pressions politiques de la part de l'ancien président et devait faire marcher le journal avec très peu de revenus publicitaires. Malgré toute cette pression, il est arrivé quand même à garder le sourire». Et d'ajouter : «Le jour où j'ai quitté le «Soir d'Algérie», Fouad m'avait dit : «Les portes du Soir sont toujours ouvertes». Contacté, le journaliste Ahmed Halli a également réagi en déclarant : «J'ai souvent regretté que le journaliste se soit effacé devant le gestionnaire, mais il faut dire qu'il a fait ce nouveau métier à la perfection. En tant que directeur, il a su maintenir le navire à flot, sur cette mer plutôt agitée, et plutôt dangereuse sur laquelle voguent, jusqu'à s'éprouver, une multitude d'embarcations et d'esquifs, plus pirates que corsaires. Fouad a su faire de son journal une tribune et une référence pour tous ceux qui ont à cœur de dire et d'exprimer une certaine vision de l'Algérie. Je retiendrais aussi sa sociabilité sans pareille et son affabilité qui vous mettaient tout de suite en confiance et le rendaient si attachant». La «personnalité attachante» du regretté Boughanem est aussi la qualité retenue par Hadda Hazem, directrice d'«El Fadjr», qui évoque aussi les rares valeurs professionnelles du défunt. De son côté, contacté par nos soins, Noreddine Azzouz, directeur de rédaction de «Reporter» s'incline à la



Ph.D. R.

mémoire du défunt en saluant «cette figure du journalisme algérien, homme de luttes et de combats menés de manière discrète. Venu après 88 dans l'univers journalistique, j'ai trouvé en lui l'exemplarité pour une presse digne, chevillée aux pulsations vécues par notre pays». Noreddine Azzouz saluera aussi la mémoire de Boughanem qui «a maintenu, malgré tous les aléas, son journal «Le soir d'Algérie» au niveau qu'on lui connaît». Kamel Amarni, journaliste au «Soir d'Algérie» et SG du SNJ, a écrit sur son compte Facebook : «Le «Soir d'Algérie» et l'ensemble de la presse nationale viennent de perdre l'un de leurs plus valeureux enfants. Notre ami, frère, directeur de la publication et collègue au «Soir d'Algérie», Fouad Boughanem nous quitte à tout jamais, suite à une longue maladie. Ce monument de la presse algérienne,

dont j'ai toujours admiré le professionnalisme, la grande culture, la rigueur morale et l'engagement sincère et désintéressé pour l'Algérie et le combat pour les causes démocratiques. Tu resteras à jamais vivant et présent dans nos cœurs. Repose en paix mon ami et mes plus sincères condoléances à la famille et à l'ensemble de mes collègues au «Soir d'Algérie» ainsi qu'à tous ses proches».

De son côté, Aziz Fares, ancien journaliste à la radio, actuellement installé à Montréal, a publié sur sa page Facebook

la photo du défunt en écrivant : «C'est un ami. Un frère est parti, un grand homme, digne fils de l'Algérie s'en est allé. Va en paix Fouad. Va en paix. Je ne t'oublierai pas». De la corporation journalistique, de la part de nombreux intellectuels, mais aussi de citoyens anonymes et de lecteurs du «Soir d'Algérie», les messages d'affliction et de condoléances se sont relayés sur les réseaux sociaux, témoignant de l'immense respect et de la grande estime dont jouissait Fouad Boughanem.

T. K.

Condoléances

Profondément affectés par la perte cruelle de leur ami et confrère **FOUAD BOUGHANEM**, directeur du journal «Le Soir d'Algérie», Naima Mahmoudi et Nadjib Stambouli, gérante et directeur de publication des quotidiens «Le Jour d'Algérie» et «Les Débats», présentent leurs sincères condoléances aux proches du défunt ainsi qu'à toute la famille de la presse algérienne. Que Dieu accueille le défunt en Son vaste paradis.

Pétrole

Les prix divergent avant les stocks américains

Les prix du baril ont perdu près de 10% en une semaine. Ils reculent d'un pic moins de 20% depuis leur dernier pic fin avril. Hier, les cours du pétrole divergeaient en cours d'échanges européens alors que le marché attendait les données officielles sur les réserves américaines. Vers midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 62,16 dollars à Londres, en hausse de 19 cents par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de juillet cédait 21 cents à 53,27 dollars. L'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA) publiera en cours de séance ses données hebdomadaires sur les réserves des États-Unis arrêtées au 31 mai. Les analystes estiment que les stocks de brut ont reculé de 2 millions de barils, que ceux d'essence ont grimpé de un million de barils tandis que ceux

d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole) ont augmenté de 500 000 barils, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. «Ce rapport va être particulièrement suivi par les investisseurs après les lourdes pertes des prix sur les dernières séances», a commenté David Madden, analyste chez CMC Markets. Une mauvaise surprise n'est pas à exclure, alors que la fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API), qui publie des données indépendantes sur les stocks le mardi soir, a fait état d'une hausse des réserves de brut comme de produits distillés. Par ailleurs, le marché scrute de plus en plus les producteurs de l'Opep+, qui doivent se réunir dans les prochaines semaines pour décider de renouveler ou non l'accord de limitation de la production après la fin du premier semestre. «Si le marché continue

d'évoluer autour des niveaux actuels au moment de la réunion, les membres de l'Opep+ vont devoir encore abaisser leur production ou faire face à des prix trop bas», ont estimé les analystes de ING. Mais les commentaires d'Igor Setchine, patron du géant russe du pétrole Rosneft, n'ont pas rassuré les investisseurs, ont commenté les analystes de JBC Energy. Il s'est en effet inquiété de voir la Russie perdre des parts de marché face aux producteurs américains si le pays continue de limiter sa production dans le cadre de l'accord conclu fin 2016 avec l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Contrairement aux producteurs du Moyen-Orient, l'industrie pétrolière russe est contrôlée par le secteur privé et ne prend officiellement pas ses ordres du gouvernement. En outre, les cours du pétrole avaient légèrement

remonté la pente mardi après une dégringolade mais les tensions commerciales demeurent vives et alimentent les craintes des investisseurs sur la demande d'or noir. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a fini à 61,97 dollars à Londres, en hausse de 69 cents par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril de WTI pour le contrat de juillet a pris 23 cents à 53,48 dollars. Une certaine accalmie a dominé mardi après plusieurs séances extrêmement agitées. «Les cours tentent de retrouver leurs esprits», a commenté Robbie Fraser de Schneider Electric. L'intensification des conflits commerciaux engagés par les États-Unis ces dernières semaines pèsent fortement sur les perspectives de croissance mondiale, et donc sur les perspectives de demande mondiale en énergie.

Meriem Benchaouia

Marché national de textile

Le «Made in Algeria» reprend progressivement sa place

■ Le président-directeur général du Groupe public des textiles et cuirs Getex, Mokrane Zerrouki, a relevé une amélioration de l'offre de l'habillement local par rapport aux années précédentes, sa part sur le marché national étant passée de 4% en 2016 à 20% en 2018.

Par Ihsane Ch.

Dans un entretien accordé à l'APS, M. Zerrouki a précisé que ce taux devrait atteindre les 35% après l'entrée en production, en septembre prochain, de l'usine de filature de Relizane d'une capacité de production de 9 000 tonnes/an, et entre 40 à 45% d'ici à 2020.

Cette usine fait partie d'un projet de complexe composé de 8 usines intégrées appartenant à la joint-venture «Tayal», dont 5 sont entrées en production, tandis que les 3 autres devront être opérationnelles avant fin 2019. Ces usines assurent une bonne qualité de produits conformes aux normes internationales en matière d'industrie du textile, a ajouté M. Zerrouki.

Le chiffre d'affaires du Getex est passé de 11 milliards de DA en 2017, à plus de 13 mds de DA durant 2018, ce qui reflète, selon le responsable, «la nouvelle dynamique» que connaît l'industrie du textile.

«Le chiffre d'affaires généré par l'activité de production d'habillement représente un taux de 40% du total des activités du Groupe et s'oriente vers la hausse, vu que la nature d'un marché en expansion», a-t-il estimé.

Le volume des crédits d'investissement obtenus par le Groupe dans le cadre du plan de développement de l'industrie du textile s'élève à 21 milliards DA, un montant qui a été consacré à la rénovation des machines et des moyens de production ainsi qu'à l'achat des matières premières et à la relance de l'activité des usines.

M. Zerrouki a déploré «le retard enregistré au début de la mise en application du plan en raison de la bureaucratie et du manque de main-d'œuvre qualifiée, ce qui a demandé aux opérateurs davantage de temps pour la réalisation de tous les objectifs fixés».

Rappelant que plusieurs instituts de formation spécialisés en textile et confection avaient fermé après le déclin de l'activité dans les années 1990, le P-DG de Getex a expliqué que cette situation a entraîné un déficit de main-d'œuvre qualifiée, d'autant que les actions de formation en entreprise ne sont pas suffisantes pour couvrir la demande.

Il a appelé, dans ce contexte, les ministères de la Formation et de l'Enseignement professionnels ainsi que l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à ouvrir de nouvelles spécialités en pétrochimie et à créer des centres de formation spécialisés en textile et confection et en programmation et maintenance des équipements

pour être au diapason des technologies développées adoptées de par le monde.

Getex importe 60 000 tonnes de coton

M. Zerrouki a appelé également les ministres de l'Energie et de l'Agriculture à l'ouverture de filières spécialisées en production de fibres industrielles, à l'élargissement des investissements de culture du coton à l'intérieur du pays pour approvisionner les usines en matière première produite localement, ce qui réduira la facture de l'importation de ces matières, dont la valeur frôle les 180 millions USD/an.

Le coton et les fibres industrielles représentent 80% des besoins de ces usines en matière première, sachant que Getex importe 60 000 tonnes de coton/an pour couvrir les besoins annuels de ses usines.

Le Groupe comprend 6 filiales et 40 unités de production au niveau national ainsi qu'une entreprise de distribution Jackets Club constituée de 22 magasins, dont le nombre devrait passer à 40 locaux d'ici à 2020.

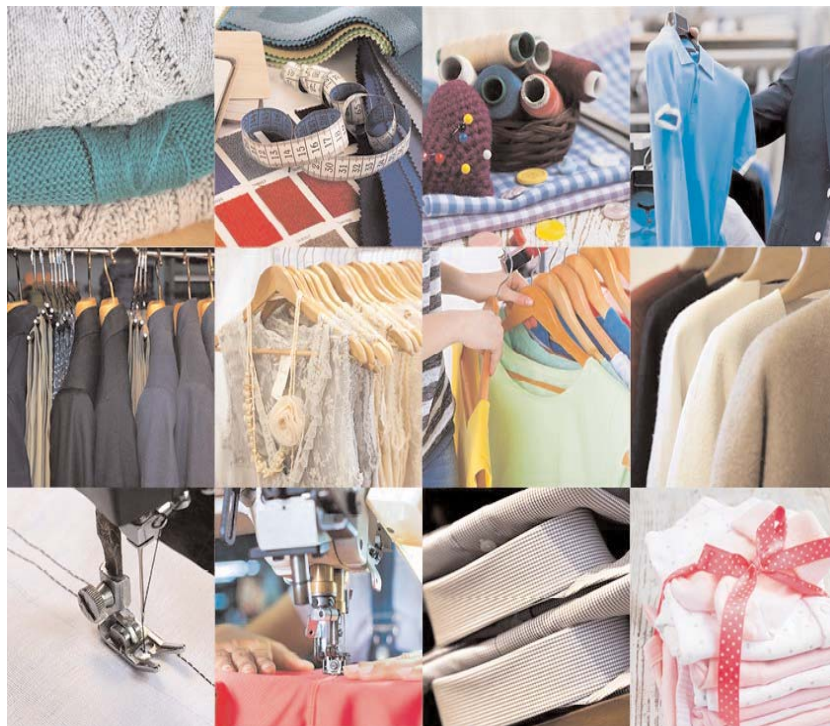
De son côté, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du textile et du cuir (FNTTC), Benyoucef Zenat, estime nécessaire de donner plus de temps à ce secteur vu la conjoncture difficile que traverse le pays et qui n'a pas encore permis aux usines de textile de rentabiliser leurs investissements.

«Commencer à rembourser leurs crédits actuellement reviendra à freiner les ambitions de ces entreprises d'élargir leurs activités, d'où la nécessité de leur donner plus de temps afin de rattraper le retard accusé dans la phase de lancement», a-t-il expliqué.

Pour M. Zenat, le ministère de l'Industrie est appelé à soutenir davantage ce secteur, notamment à la faveur des résultats positifs du plan de développement élaboré par l'Etat pour un montant de 2 milliards USD.

Entrés en production l'année dernière, plusieurs ateliers et usines de textiles enregistrent une reprise, a-t-il noté.

Le secrétaire général de la



FNTTC assure, dans ce sens, que le textile et la confection algériens peuvent apporter une plus-value à l'économie nationale hors hydrocarbures, ajoutant qu'en tant que plus grand secteur de recrutement, il est à même de couvrir la demande en emploi dans les wilayas d'implantation.

Par ailleurs, M. Zenat a évoqué l'importance de développer les techniques de commercialisation du produit local et sa promotion auprès du consommateur, à la lumière de la féroce concurrence des produits étrangers qui inondent le marché.

La priorité devrait être donnée au produit national au niveau des magasins spécialisés et des grandes surfaces, notamment pour l'habillement et la maroquinerie, a-t-il déclaré.

Le «Made in Algeria» bien accueilli par le consommateur local

Le secrétaire général de la FNTTC affirme, par ailleurs, que

le produit national (Made in Algeria) est bien accueilli localement et qu'il est en mesure de concurrencer le produit étranger, «d'où l'impératif de mettre en place un plan visant à fidéliser le client algérien», a-t-il insisté.

Il a fait état, à ce propos, de l'approvisionnement prévu durant le prochain Aid El Adha, du plus grand nombre de surfaces commerciales possible en produits algériens.

En effet, nombreux sont les opérateurs dans le secteur du textile et sa commercialisation a relevé que le produit local reprend «progressivement» sa place sur le marché national, après une période de stagnation. Longtemps fabriqué sur commande et réservé exclusivement aux besoins des entreprises publiques, le «Made in Algeria» s'impose de plus en plus dans les commerces à travers l'ensemble du territoire national.

En dépit de l'offre limitée, l'habillement de fabrication locale attire le consommateur algérien,

d'après le constat fait par l'APS à travers une tournée dans différentes surfaces commerciales à l'occasion de l'Aid El Fitr.

Nabil, responsable d'une grande surface commerciale affirme, à ce propos, que le produit algérien est très bien apprécié par les consommateurs malgré la forte concurrence des autres produits disponibles sur le marché en provenance essentiellement de Turquie, de Chine et de certains pays européens.

Ces deux dernières années, les commerçants ont commencé à proposer le produit local sans en préciser le pays d'origine pour sonder le consommateur et le résultat a été «plus qu'encourageant», a-t-il fait savoir.

Pour Farid, commerçant à la rue Hassiba Benbouali (Alger), le vêtement de production locale s'est imposé par sa qualité, en tissu et en modèle, et par ses prix raisonnables par rapport à plusieurs autres produits concurrents.

I. Ch./APS

Transport à Béjaïa

Prochaine mise en service du train rapide Coradia vers Alger

La ligne ferroviaire Béjaïa-Alger sera renforcée après l'Aid par un train rapide Coradia. La mise en service de ce train permet d'offrir un confort optimum aux voyageurs, nous dit-on. C'est un moyen de transport de plus qui sera mis à la disposition des voyageurs vu la forte demande exprimée surtout durant la période estivale et pas seulement, car même durant les autres périodes de l'année le transport manque souvent au

début et à la fin de la semaine. Pour rappel, «le directeur général de la Société nationale du transport ferroviaire (Sntf) qui avait été saisi à ce sujet par les autorités de wilaya, a répondu favorablement à la demande du wali et a affecté ce train connu pour son haut standing au profit de notre wilaya», annonce la cellule de communication de la wilaya. D'une longueur totale de 110 mètres, le train Coradia est composé de six wagons dotés

d'une capacité globale de 254 sièges, dont 60 de première classe. Ce train rapide, polyvalent et bi-mode (diesel et électrique 25 kv), est utilisé pour les grandes lignes. Il peut circuler à une vitesse de 160 km/h. Parmi les avantages qu'offre le Coradia, il y a le plancher bas facilitant l'accès et le déplacement à bord, en particulier pour les personnes à mobilité réduite.

H. C.

Alimentation

Poursuite de la baisse des importations

■ Les importations de l'Algérie de produits alimentaires ont poursuivi leur baisse de plus de -11% durant les quatre premiers mois de 2019, en comparaison avec la même période de 2018, selon la Direction générale des Douanes algériennes (DGD).

Par Mahi O.

Globalement, la facture d'importation des produits alimentaires a atteint près de 2,82 milliards de dollars (mds usd) sur les quatre premiers mois de l'année en cours, contre près de 3,18 mds usd durant la même période de l'année écoulée, soit une baisse de près de 361 millions de dollars (-11,35%), précise la Direction des études et de la prospective des douanes (DEPD). Cette baisse s'explique essentiellement par une diminution des importations des céréales, lait et produits laitiers, des sucres, des tourteaux de soja et les légumes secs. Représentant près de 33% de la structure des importations alimentaires, les céréales, semoule et farine ont atteint 921,33 millions usd, contre 1,163 md usd en 2018, soit une de baisse de 20,81%. Les importations des produits laitiers ont également reculé à 493,48 millions usd, contre 564,56 millions usd, en baisse également de près de 12,6%. La facture d'importation du sucre et des sucreries, a elle aussi reculé pour totaliser 248,85 millions usd, contre 299,82 millions usd (-17%). Même tendance pour les résidus et déchets des industries alimentaires, dont les tourteaux et autres résidus solides qui ont été importés pour 201,40 millions usd, contre 290,77 millions de dollars, en baisse de -30,73%. Durant les quatre premiers mois de l'année en cours, la baisse a concerné aussi les légumes secs qui se sont chiffrés à 116,20 millions usd, contre 122,30 millions de dollars (-4,99%), et enfin une baisse, mais de faible importance, ayant touché le café et le thé (-0,22%), totalisant près de 124,2 millions usd, contre 124,45 millions usd. En revanche, d'autres groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant la période de

comparaison et par rapport à la même période de l'année dernière, il s'agit des fruits comestibles, des animaux vivants et enfin des préparations alimentaires diverses.

Médicaments : la baisse se poursuit également

Ainsi, les importations des fruits comestibles (fruits frais ou secs) se sont chiffrés à 89,25 millions usd les quatre premiers mois 2019, contre 55,62 millions de dollars à la même période de l'année dernière, soit une hausse de plus de 60,46%. Les importations des animaux vivants ont atteint 99,54 millions usd, contre 75,77 millions usd (+31,37%) durant la même période de comparaison. Cette variation haussière a concerné aussi les préparations alimentaires diverses qui sont passées de 90,87 millions usd à 107,35 millions usd à la même période 2019 (+18,14%). En plus de ces principaux produits, le reste des biens alimentaires a été importé pour un montant de 416,2 millions usd, contre 391 millions usd (+6,44%). Concernant l'huile de soja et ses fractions, même raffinées (classées dans



le groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont reculé de 10,15%, en s'établissant à 208,23 millions usd, contre 231,77 millions usd. Pour ce qui concerne les médicaments (classés dans le groupe des biens de consommation non alimentaires), leur facture d'importation a enregistré une baisse en s'établissant à 297,24 millions usd durant les quatre premiers mois de 2019, contre 421,69 millions usd à la même période de l'année précédente,

soit une baisse de 29,51%. Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires (hors produits alimentaires stratégiques), avaient été mis en place dès le début de l'année 2018 pour réduire le déficit commercial et promouvoir la production nationale. Le ministère du Commerce avait annoncé le 14 avril dernier des dispositions pour renforcer l'approvisionnement du marché durant le mois de ramadhan, comprenant

notamment l'assouplissement de l'importation de produits alimentaires comme les viandes. Dans ce cadre, il a été décidé de supprimer de la liste des produits soumis au Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS), les viandes bovines seches (arachides, amandes...), les fruits séchés (raisins secs, pruneaux...) et les aliments diététiques destinés à des fins médicales et autres produits (le beurre...).

M. O. /APS

Changes

L'euro monte face au dollar

L'euro s'appréciait hier matin face à un dollar lésé par les commentaires, la veille, du patron de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui a souligné les risques pour l'économie américaine de la guerre commerciale. Vers midi, l'euro valait 1,1281 dollar contre 1,1252 dollar mardi soir. Dans la matinée, la monnaie unique européenne a grimpé à son plus haut depuis un mois et demi à 1,1285 dollar pour un euro. La guerre commerciale entamée par Washington contre plusieurs de ses partenaires commence à peser sur le billet

vert. Alors que les cambistes avaient dans un premier temps acheté des dollars, valeur refuge, pour se prémunir du risque en cas d'essoufflement de la croissance mondiale, ils se demandent désormais si la Fed ne va pas devoir abaisser ses taux, ce qui rendrait la monnaie moins rémunératrice. Mardi, le président de la banque centrale américaine, Jerome Powell, a d'ailleurs prévenu que l'institution surveillait de près les conséquences potentiellement néfastes de la guerre commerciale qui oppose les Etats-Unis

à plusieurs de ses partenaires. «*Ces commentaires ont été vus comme un signe que la Fed est prête à baisser ses taux d'intérêt si besoin*», note David Madden, analyste chez CMC Markets. Dans ce contexte, même si le dollar cédait mercredi du terrain pour la quatrième séance consécutive face à un panier d'autres grandes monnaies, le billet vert «*résiste plutôt bien*», a estimé Kit Juckes, analyste chez Société Générale, soulignant qu'il reste en hausse marquée depuis le début de l'année. L'or a pour sa part profité de son sta-

tut de valeur refuge, et constitue par ailleurs un actif sans rendement particulièrement apprécié des investisseurs quand les taux baissent. L'once de métal jaune a atteint, dans la matinée, son plus haut depuis plus de trois mois à 1 336,06 dollars. Dans la matinée, le yen reculait face à l'euro, à 122,11 yens pour un euro contre 121,68 yens mardi soir, et dans une moindre mesure face au billet vert, à 108,25 yens pour un dollar, contre 108,15 yens la veille en fin d'échanges américains. La devise britannique reculait un peu face à l'euro à 88,71 pence pour un euro mais s'appréciait face au billet vert, à 1,2716 dollar. Le franc suisse baissait face à la devise européenne, à 1,1190 franc suisse pour un euro, et se stabilisait face au billet vert, à 0,9919 franc suisse pour un dollar. La monnaie chinoise s'échangeait à 6,9076 yuans pour un dollar, contre 6,9079 yuans pour un dollar dans l'après midi de mardi. L'once d'or valait 1 334,69 dollars, contre 1 325,51 dollars mardi soir. Le bitcoin valait 7 831,68 dollars, contre 7 651,38 dollars mardi soir, selon des chiffres compilés par Bloomberg.

R. E.

Salem K./R. E.

Hydrocarbures

Le groupe italien Eni remporte deux blocs d'exploration au large de la Côte d'Ivoire

La Compagnie italienne d'hydrocarbures (Eni) a signé les contrats pour deux nouveaux blocs d'exploration situés dans la partie orientale du bassin sédimentaire au large de la Côte d'Ivoire, a-t-elle annoncé dans un communiqué publié sur son site web. «*Les deux blocs, CI-501 et CI-504, qui faisaient partie des 20 blocs disponibles à la fin de 2018, sont situés à environ 30 km du littoral et couvrent une superficie totale d'environ 911 kilomètres carrés*», a indiqué le groupe. «*Le bloc CI-501 (512 km²) est situé à 80 km au sud-ouest de la capitale Abidjan, entre 100 et*

2400 m de profondeur d'eau, tandis que le bloc CI-504 (399 km²) se trouve à environ 60 km au sud-ouest de la capitale et entre 1 000 et 2 350 m de profondeur d'eau», a-t-il encore précisé. Eni est opérateur dans les deux blocs avec une participation de 90%, tandis que la société publique Petroci détient les 10% restants. Les deux blocs sont adjacents au nord du bloc CI-205, déjà exploité par Eni (Eni 90%, Petroci 10%). «*En raison de leur continuité géologique, les blocs seront étudiés en synergie, en utilisant les technologies exclusives d'Eni,*

avec une optimisation des coûts et en facilitant la mise sur le marché en cas de découverte de pétrole et de développement commercial», a expliqué la même source. Eni est revenu en Côte d'Ivoire en 2015, en acquérant 30% du bloc d'exploration CI-100. La société détient actuellement 5 blocs en eau profonde, dont 4 sont gérés par sa filiale Eni Côte d'Ivoire Limited. Eni avait été actif dans les secteurs amont et aval de la Côte d'Ivoire dans les années 60 et 80.

Secteur de l'hydraulique à Mostaganem

Une enveloppe de 5,5 milliards DA pour financer cinq projets

■ Une enveloppe de 5,5 milliards DA a été consacrée, dans la wilaya de Mostaganem, pour le financement de cinq projets vitaux du secteur de l'hydraulique, a-t-on appris, dimanche, lors d'une visite d'inspection du ministre des Ressources en eau, Ali Hamam.

Par Anissa H.

Ces projets concernent le renforcement de l'AEP, l'assainissement et la protection des zones d'habitation des crues, la maintenance de la canalisation principale du système d'alimentation AEP du couloir Mostaganem-Arzew-Oran (MAO) et l'amélioration et la modernisation des services de l'eau. Dans ce cadre, un montant de 2,6 milliards DA a été alloué pour les actions d'AEP de la partie Est de la wilaya de Mostaganem, notamment les monts de la Dahra, les plages qui enregistrent une grande affluence des estivants lors de l'été. Un projet de 2 milliards DA a été inscrit dernièrement pour la protection de la périphérie Sud de la ville de Mostaganem, la zone de Debdaba, Oued El Hadaïk de Sayada du risque des inondations, a annoncé dimanche M. Hamam. S'agissant des 12 douars de la wilaya de Mostaganem non raccordés au réseau d'assainissement, le ministre a insisté sur la prise en charge de ce problème qui sera à la charge du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et celui des Ressources en eau, dans le cadre du programme national de lutte contre les maladies à transmission

hydraulique (MTH), soit un montant alloué de 30 milliards DA. Par ailleurs, dans le but d'améliorer la gestion des eaux et leur transfert des communes vers l'entreprise de l'Algérienne des eaux (ADE) et éviter définitivement la vente forfaitaire et en gros, la wilaya de Mostaganem a bénéficié d'un montant de 200 millions DA pour l'acquisition et l'installation de compteurs qui seront installés au niveau de 90 douars. Le 5e projet, ayant nécessité une enveloppe de 450 millions DA, permettra la maintenance de la principale canalisation des eaux du système MAO, qui a connu dernièrement plusieurs pannes causant une fuite d'eau et la fermeture de la RN n° 11 sur une



distance de 3 km à El Mactâa, ouest de Mostaganem, a signalé le directeur local des Ressources en eau, Moussa Lebga. Le ministre des Ressources en eau a inspecté, lors de cette visite dans la wilaya de Mostaganem, le projet d'amé-

nagement de l'Oued Ain Sefra. Il a également posé la première pierre du projet de la station de collecte des eaux usées et pluviales dans la zone industrielle de Bordjia (Ain Nouissy). Aussi, le premier responsable du secteur a ordonné l'envoi de mises

en demeure aux entreprises chargées de la réalisation du périmètre agricole irrigué de la plaine de Mostaganem (commune de Hassiane) après un retard important accusé dans la réalisation des travaux.

A. H. / APS

Annaba

Remise des clés de 1 430 logements AADL et LPL à leurs bénéficiaires

Les clés de 1 430 logements de type public locatif (LPL) et location-vente des programmes 1 et 2 de l'Agence nationale d'amélioration et du développement du logement (AADL), réalisés au nouveau pôle urbain Draâ Errich (Annaba), ont été distribués dimanche à leurs bénéficiaires, lors d'une cérémonie tenue au siège de la wilaya en présence du wali Toufik Mezhoud, des représentants de la société civile et des familles bénéficiaires. A cette occasion, les responsables locaux ont procédé à la distri-

bution des clés de 718 unités LPL, relevant d'un programme de réalisation de 7 000 logements de la même formule, au nouveau pôle urbain Draâ Errich, en vue de répondre au besoin des demandeurs de logements dans la commune d'Annaba. La distribution de ce lot d'habitat a porté à 3 307 le nombre de logements publics locatifs distribués au nouveau pôle urbain sur les 7 000 programmés, selon les explications fournies lors de cette cérémonie. Au cours de la même cérémonie, 712 affectations de loge-

ments de type location-vente des programmes 1 et 2 de l'Agence nationale d'amélioration et du développement du logement (AADL) ont été distribués dans le cadre d'un projet de réalisation de 2 500 logements AADL en cours de construction dans la nouvelle ville Draâ Errich. La wilaya d'Annaba a bénéficié d'un programme de réalisation de 13 530 logements AADL, dont 3 500 ont été distribués et 340 autres seront livrés «au cours du deuxième semestre de l'année en cours», a-t-on signalé.

Nabila T.

Khenchela

Procédures de recouvrement de 171 ha de terres du domaine public

Les procédures administratives de recouvrement de près de 171 hectares de terres agricoles du domaine public et d'annulation des contrats de concession ont été engagées, a indiqué la directrice par intérim

de l'annexe locale de l'Office national des terres agricoles (Onta), Rahma Kenir. L'annexe a procédé à l'annulation des actes accordés à plusieurs concessionnaires en vue du recouvrement de 171 hectares en appli-

cation des dispositions de la loi 87-19 fixant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national ainsi que les droits et obligations des producteurs, a précisé la responsable. Ces terres se répartissent sur les

communes d'El Mehmel, Ain Touila, N'sigha, Baghaï et Tamza, selon la même source qui a indiqué que l'annulation est motivée par la violation des bénéficiaires des dispositions contenues dans le cahier des charges rela-

tives aux obligations de mise en valeur et d'investissement agricole sur ces terres. Ces annulations concernent 15 concessionnaires, a ajouté M^{me} Kenir, soulignant qu'une commission présidée par le chef de l'exécutif local étudiera les dossiers de nouveaux investisseurs pour leur accorder les terres qui seront récupérées. L'Onta étudie actuellement l'annulation de 24 concessions en plus de 51 dossiers de transfert du droit de jouissance en droit de concession dont les bénéficiaires ne se sont pas présentés aux services de l'Office en dépit des mises en demeure, selon la même source. L'objectif de cette opération est de réguler l'exploitation des terres agricoles, d'empêcher toute tentative de détournement de ces terres de leur vocation et leur attribution aux véritables investisseurs qui bénéficient de l'accompagnement du bureau des études de développement rural, a noté la responsable.

Tiaret

Opération de régularisation de la situation de plus de 37 800 fonciers bâtis

L'Agence de gestion et de régulation foncière de la wilaya de Tiaret a entamé dernièrement la procédure de régularisation de la situation de 37 820 fonciers bâtis dont les propriétaires ne possèdent pas d'actes de propriété, a-t-on appris de son directeur. Abdellah Boussekine a indiqué que les services de cette agence se sont lancés progressivement dans la régularisation de 37 820 constructions sur le territoire de la wilaya, dont les terrains ont été attribués par les services communaux avant l'an 2000 dans le cadre de l'auto-construction et la résorption de l'habitat précaire (RHP) et dont la propriété revient aux agences foncières

locales avant sa restructuration ou la Direction des domaines. La régularisation de ces propriétés et la remise d'actes de propriété entre dans le cadre de la mise en œuvre de l'instruction 182 émanant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire le 6 mars dernier. Cette opération nécessite des étapes et une cellule composée de directeurs de l'agence de gestion et de régulation foncière, du cadastre, de la DUC, de la conservation foncière, de présidents d'APC et de chefs de daïra concernées, a été installée au niveau de la wilaya. Présidée par un inspecteur général, cette opération compor-

te l'étude des dossiers de régularisation foncière et le transfert des dossiers acceptés vers l'Agence de gestion et régulation foncière pour établir des actes et leur remise aux propriétaires. M. Boussekine a indiqué qu'il est prévu la remise d'un grand nombre d'actes de propriété, recensés en collaboration avec les services communaux, avant la fin de l'année en cours. Les dossiers où se posent des problèmes seront transférés au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire pour leur trouver des solutions adéquates.

R. R.

A. O.

France

Un rapport brise le silence sur les violences des surveillants en prison

■ Dans un rapport publié hier, l'Observatoire international des prisons dénonce «l'omerta» qui règne autour des violences subies par les détenus.

Derrière les portes closes des prisons, les agressions sont aussi le fait des surveillants. L'Observatoire international des prisons (OIP) a publié hier un rapport sur les violences commises sur les détenus et dénonce le règne de l'«omerta» et de l'«impunité». «A l'heure où les violences policières sont régulièrement pointées du doigt, rappelons qu'il est un autre espace, non public, où la légitimité de la violence étatique devrait être questionnée et où aucun débordement ne devrait être toléré : la prison», écrit Cécile Marcel, directrice de la section française de l'OIP. L'association de défense des droits des détenus dénonce «un système qui permet à ces violences de se perpétuer, quand bien même elles resteraient le fait d'un petit nombre», «un système sur lequel repose une chape de plomb». Il a fallu douze mois pour réaliser cette enquête, qui s'appuie sur cent entretiens, la plupart sous couvert d'anonymat avec des détenus, des avocats, des surveillants, des directeurs de prison, des magistrats, etc. Il

n'existe, explique l'association, aucune donnée officielle, aucune statistique sur le sujet. Impossible donc de mesurer l'étendue de ces violences.

«Le plus souvent, ces diverses violences s'auto-alimentent»

L'OIP a reçu près de 200 signalements en deux ans. Parmi eux : «Ce que je craignais le plus vient d'arriver. Les gardiens sont venus me tabasser, habillés en tenue d'intervention avec casques et boucliers». Et encore : «Le premier soir au QD [quartier disciplinaire], quand ils m'ont frappé, j'ai passé la nuit sans vêtement, sans sweat, rien. J'étais en caleçon sur le matelas, je n'avais ni drap ni couverture». A la prison de Fleury-Mérogis, un surveillant était surnommé Tyson, «parce qu'il frappait comme le boxeur», a raconté une ancienne intervenante. L'association se défend de nier les agressions subies par les surveillants. «Le plus souvent, ces diverses violences s'auto-alimentent». «Les violences recen-



sées apparaissent dans un contexte de tension, à l'issue d'une altercation, en réponse à une agression». L'OIP a relevé des situations «intrinsèquement conflictuelles», comme les fouilles intégrales, à nu, «particulièrement intrusives et attentatoires à l'intimité et donc sources de tensions», ou les placements en cellule disciplinaire à l'issue d'incidents ou d'altercations.

Des surveillants dénoncés au parquet

Les détenus les plus vulnérables semblent particulièrement exposés. Figurent parmi eux, les étrangers ne parlant pas français et les personnes atteintes de troubles psychiques. «La parole

du gars est déjà décrédibilisée, les surveillants savent qu'ils ne risquent pas grand-chose», explique une ancienne intervenante juridique en détention. Les auteurs d'infractions à caractère sexuel seraient également visés. Le directeur de l'administration pénitentiaire, Stéphane Bredin, souligne de son côté que «l'essentiel des violences en détention concerne les violences entre détenus (environ 8 000 cas par an) et celles contre les personnels (environ 4 500 cas)». «J'ai fait introduire une formation spéciale au code de déontologie que le socle commun de formation initiale des surveillants», a-t-il expliqué. Il rejette toute impunité, avant d'expliquer qu'il a lui-même dénoncé au parquet trois sur-

veillants pour des violences à la maison d'arrêt de Strasbourg, fin 2018.

«La parole d'un détenu sera toujours dévalorisée»

Pour l'OIP, l'augmentation de la surpopulation carcérale, qui engendre une dégradation des conditions de détention, aggrave le phénomène. L'association déplore «le secret» qui entoure ces violences. Les auteurs «multiplient les stratégies pour que celles-ci soient tuées». Les détenus, eux, préfèrent se taire «face aux risques de représailles ou de bouleversements dans le cadre de l'exécution de leur peine». L'esprit de corps entre surveillants favoriserait également cette «omerta». «Les violences font très rarement l'objet d'enquêtes et encore plus de décisions de justice». L'OIP cite un magistrat : «La parole d'un détenu sera toujours dévalorisée par rapport à la parole d'un surveillant». Dans la trentaine d'affaires recensées par l'OIP qui ont abouti à une condamnation depuis dix ans, les surveillants ont en majorité écopé de peines de prison avec sursis. Pour plus de transparence, l'OIP demande, entre autres, la publication de données sur le nombre de poursuites et de condamnations de personnels pénitentiaires. Pour l'association, il faut par ailleurs permettre les saisines individuelles et confidentielles de l'inspection générale de la justice sur le modèle de l'IGPN, la police des polices.

www.lexpress.fr

USA/Pour détecter les sous-marins Le Pentagone cherche à enrôler les poissons

Un programme du département américain de la Défense a pour objectif d'utiliser les poissons pour surveiller les fonds marins et améliorer sa capacité à détecter les véhicules sous-marins, ont rapporté les médias. L'Agence pour les projets de recherche avancée de défense (Darpa) du département de la Défense des Etats-Unis dit vouloir utiliser des créatures

marines dans des programmes d'espionnage sous l'eau, estimant que la lecture de leurs signaux pourrait aider à détecter des engins sous-marins, relatent le «Daily Mail» et «The Independent». En exploitant la capacité des animaux marins à détecter les moindres perturbations dans leur environnement, la Darpa a déclaré pouvoir découvrir de manière préventive même

les plus petits engins autonomes. Parmi les créatures potentielles pouvant être employées dans ce programme appelé «Les capteurs de vie aquatique persistants (PALS)», figurent le mériou goliath, le bar noir, les crevettes grimpantes, ainsi que le plancton bioluminescent et d'autres microorganismes. Selon «The Independent», de nombreux animaux marins réagissent de

manière audible ou visible aux changements sonores, optiques, électromagnétiques et chimiques de l'eau. Par exemple, les bancs de bars noirs changent de comportement lorsqu'ils sont perturbés par des véhicules sous-marins et certaines bactéries réagissent aux signatures magnétiques des sous-marins. La technologie de surveillance existante peut détecter ces agissements, mais les traitait généralement comme un bruit de fond. «Le programme PALS a été développé pour tirer parti de la grande sensibilité des organismes océaniques aux changements de leur environnement», a déclaré à «The Independent» Lori Adornato, responsable du programme. Jugurtha N.

Chine

Une pièce de monnaie commémorative représentant des pandas

La banque centrale chinoise a émis une pièce en argent représentant des pandas pour commémorer l'Exposition philatélique mondiale de la Fédération internationale de philatélie (FIP) 2019, (General World Stamp Exhibition). La pièce en argent aura cours légal en Chine, a précisé la Banque populaire de Chine sur son site Internet. La face de la pièce représente la Salle des prières pour les bonnes récoltes, la structure la plus haute du Temple du Ciel à Pékin, ainsi que le nom du pays, l'année de l'émission et le nom chinois de l'exposition. Deux pandas, mère et fils, se trouvent côté pile de la pièce, ainsi que le nom anglais de l'exposition, selon la

banque centrale. La pièce en argent, avec un diamètre de 40 mm, contient 30g d'argent pur et

possède une valeur faciale de 10 yuans (environ 1,45 dollars).

Lyes B.

Boeing 737 MAX

Des pièces défectueuses sur les ailes...

Le constructeur a reconnu qu'une pièce était défectueuse sur les ailes et pourrait rendre les phases de décollage et d'atterrissage dangereuses. Après le logiciel qui pourrait être à l'origine des crashes des 737 MAX d'Ethiopian Airways et de la Lion Air, Boeing reconnaît une nouvelle défaillance sur cet appareil. L'administration fédérale américaine de l'aviation (FAA) a fait savoir, dimanche, que certains de ses moyen-courriers 737 pouvaient présenter un défaut du bec de bord d'attaque des ailes. Ces volets, qui sortent au décollage et à l'atterrissage, permet-

tent aux avions d'avoir une meilleure portance dans ces phases de vol et donc de réduire les risques de décrochage. Boeing a été informé par l'un de ses sous-traitants qu'un lot défectueux de pièces permettant la sortie des volets avait été installé sur plusieurs appareils.

Un risque de déséquilibrer l'appareil

Le danger ? Si les bords de bord d'attaque ne se déploient pas de façon symétrique sur

les deux ailes, l'avion peut être déséquilibré et les conditions de vol deviennent dangereuses. Boeing a indiqué avoir communiqué le numéro de lot défectueux aux compagnies pour qu'elles inspectent les pièces en question.

«Si les opérateurs trouvent les pièces de ce lot, ils doivent les remplacer par de nouvelles avant de remettre l'avion en service», précise Boeing. Selon la FAA, 179 avions 737 MAX mais aussi 133 avions Boeing 737 NG pourraient être concernés.

Agences

Sahara occidental

Ghali s'entretient au Salvador avec plusieurs chefs d'Etat d'Amérique latine

■ Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, s'est entretenu dans la capitale du Salvador avec plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement de pays d'Amérique du Sud, avec lesquels il a abordé des questions d'intérêts communs et l'évolution de la question sahraouie.

Par Farid M.

Ces entretiens ont été tenus en marge de la cérémonie officielle de l'investiture de Nayib Bukele en tant que nouveau président du Salvador, pays avec lequel entretient la RASD des relations étroites et historiques, a rapporté dimanche l'agence sahraouie SPS. Le président Ghali a assisté, samedi, à la cérémonie officielle d'investiture qui s'est déroulée à la Plaza Gerardo-Barrios à San Salvador, au centre de la capitale, aux côtés de 80 délégations étrangères et un grand nombre de citoyens salvadoriens, a ajouté la même source. Après avoir écouté l'hymne national du pays, le président de l'Assemblée parlementaire a supervisé le transfert de la présidence du président sortant, Salvador Sanchez Ceren, au président élu, Nayib Bukele, qui a prêté serment comme nouveau président du Salvador, a poursuivi la même source. Prononçant son premier discours officiel, Nayib Bukele a évoqué certaines orientations et les projets de son gouvernement au cours des cinq prochaines années, appelant tous les acteurs du pays à œuvrer ensemble pour un «Salvador stable et prospère». Elu le 3 février 2019 avec 53% des voix, le président Bukele a été investi lors d'une session exceptionnelle du Parlement en présence de nombreux chefs d'Etat de pays de l'Amérique du Sud (Colombie, Costa Rica, Panama, Guatemala, République dominicaine, Bolivie...), ainsi que des vice-présidents et chefs de gouvernement de Cuba, de l'Equateur et du Belize. A l'issue de la cérémonie de passation des pouvoirs, le président salvadorien a offert un déjeuner à la Maison présidentielle aux chefs d'Etat, aux invités spéciaux ainsi qu'à toutes les

personnalités conviées à assister à cet événement.

Le renforcement de la coopération au menu des entretiens

«La présence du président sahraoui (...) reflète les relations étroites existant entre la RASD et les pays d'Amérique latine. La République sahraouie, membre de l'Union africaine, a joué un rôle essentiel en tant que passerelle pour unir l'Afrique et l'Amérique latine», a souligné SPS. Au cours de son déplacement, M. Ghali a rencontré plusieurs chefs d'Etat et dirigeants de gouvernement, notamment les présidents de la Bolivie, Evo Morales, le président de la Colombie, Ivan Duque et le président du Guatemala, Jimmy Morales, ainsi que des vice-présidents de Cuba, de l'Equateur et du Belize, a fait savoir SPS. Lors de ces entretiens, le président sahraoui a réaffirmé la volonté et la disponibilité de la République arabe sahraouie démocratique de continuer à renforcer les relations avec les



pays de l'Amérique latine, un continent avec lequel des relations historiques et culturelles sont maintenues. Le président sahraoui a été accompagné, à l'occasion de sa visite, par une délégation comprenant le ministre délégué chargé de l'Amérique latine et membre du secrétariat national du Front Polisario, Omar Mansour, l'ambassadeur sahraoui en Salvador, Suliman Tayeb et le conseiller auprès de la présidence, Abdati Breika. Arrivé jeudi à l'aéroport international Monsenor Oscar Arnulfo-Romero, le président sahraoui a été accueilli par le

ministre du Salvador des Affaires étrangères, Carlos Castaneda. M. Ghali a reçu les honneurs protocolaires et les manifestations culturelles correspondantes, selon des sources médiatiques. A son arrivée à l'aéroport international, il a qualifié d'«excellentes» les relations existantes entre les deux Etats, réitérant la nécessité de continuer à les consolider davantage. La visite du président sahraoui au Salvador intervient après celle effectuée en Afrique du Sud, pour assister à la cérémonie officielle de l'investiture du président sud-africain, Cyril Ramaphosa, qui a prêté serment

pour un nouveau mandat à la tête du pays. La cérémonie d'investiture du président Cyril Ramaphosa s'est déroulée dans le stade de rugby de la capitale Pretoria devant 36 000 personnes, parmi eux des dirigeants de la classe politique locale et une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement étrangers. L'Afrique du Sud et la RASD entretiennent des relations diplomatiques au plus haut niveau depuis 2004. Les deux peuples partagent aussi une histoire et une résistance héroïque contre le colonialisme.

F. M./APS

Présidentielle en Mauritanie

Amnesty demande aux candidats de s'engager pour les droits humains

Six prétendants sont en lice pour l'élection au poste de chef de l'Etat, dont le premier tour de scrutin doit avoir lieu le 22 juin. Amnesty International et une trentaine d'ONG actives en Mauritanie ont appelé hier les six candidats à l'élection présidentielle du 22 juin à signer un manifeste contenant douze engagements en faveur des droits humains, et notamment de combattre l'esclavage et les violences faites aux femmes, à trois semaines du scrutin. «Il faut que

le prochain président mauritanien s'attaque de toute urgence à la situation déplorable du pays en matière de droits humains», ont déclaré dans un communiqué Amnesty International, le Forum des organisations nationales de droits humains (Fonadh) et trente et une organisations locales de défense des droits humains. Six candidats, dont celui du parti au pouvoir, Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed, compagnon de toujours du président

Mohamed Ould Abdelaziz – dont le mandat s'achève en août et qui ne peut se représenter au terme de son second mandat –, sont en lice pour le premier tour de l'élection présidentielle.

Mettre fin aux «discriminations liées au genre»

Ce scrutin devrait marquer la première passation de pouvoir entre un président sortant et son successeur élu dans ce pays désertique d'Afrique de l'Ouest, qui a connu de nombreux coups

d'Etat de 1978 à 2008 et où la charia est la source du droit. Dans leur communiqué, ces organisations appellent tous les candidats à «signer un manifeste contenant douze engagements en faveur de la promotion et de la protection des droits humains en Mauritanie». Le prochain président devra adopter «une position plus ferme à l'égard de l'esclavage, de la traite des êtres humains et des attaques contre le droit à la liberté d'expression, y compris les manœuvres d'intimidation et le harcèlement visant les défenseurs des droits humains qui dénoncent la discrimination», estiment ces organisations. Le troisième point du manifeste proposé à la signature des candidats stipule qu'une «loi pour lutter contre la violence faite aux femmes sera adoptée dès la première année du mandat», alors qu'une loi visant à mettre fin aux «discriminations liées au genre» a été rejetée par deux fois – en janvier 2017 et en décembre 2018 – par l'Assemblée nationale.

R. M.

Tunisie

Youssef Chahed, élu président du mouvement «Tahya Tounes»

Le Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, a été élu président du mouvement «Tahya Tounes» et Kamel Morjane président du conseil national du mouvement, a rapporté dimanche l'agence TAP. Cette élection a eu lieu lors du premier conseil national de «Tahya Tounes», tenu samedi soir, en présence des députés du bloc parlementaire de la coalition nationale, selon la même source. Cette réunion a été aussi l'occasion d'élire le

reste des membres du parti, notamment suite à la signature du document de la fusion entre le mouvement «Tahya Tounes» et le parti de l'Initiative destourienne démocratique «Al Moubadara». Le conseil a entamé ses travaux par la signature du règlement intérieur conformément aux recommandations du congrès fondateur tenu le 27 avril 2019, a précisé le bloc parlementaire de la coalition nationale sur sa page sur facebook.

Le secrétaire général du mouvement, Slim Azzabi, a donné, par la même occasion, le coup d'envoi aux consultations régionales sur les listes pour les élections législatives prévues du 14 au 16 juin courant dans toutes les régions, en collaboration avec les différentes structures régionales du mouvement «Tahya Tounes». Le bloc parlementaire de la coalition nationale a été lancé officiellement le 27 août 2018, avec 34 députés. Amel O.



Israël et Palestiniens

L'Iran qualifie de «grande trahison» le plan de paix américain



Rosa C.

■ Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a dénoncé mercredi le plan de paix américain pour un règlement du conflit israélo-palestinien qui doit être prochainement dévoilé, le qualifiant de «grande trahison du monde islamique».

tentative visant à promouvoir «une normalisation économique de l'occupation israélienne de la Palestine», selon le termes employés par Saëb Erakat, le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Vendredi dernier, des milliers d'Iraniens, dont le président Hassan Rohani, ont manifesté à Téhéran pour la traditionnelle «Journée de Jérusalem» en sou-

ten aux Palestiniens, et contre le plan de paix américain.

Dans des commentaires publiés mercredi sur son site officiel, M. Khamenei a affirmé que la République islamique ne cherchait «pas à jeter les juifs à la mer» et estimé qu'un référendum était une solution au conflit israélo-palestinien.

«Le point de vue de la République islamique, contrairement aux dirigeants arabes dans

le passé qui croyaient que les juifs devraient être jetés à la mer, n'est pas ainsi», a dit M. Khamenei dans un discours devant des fonctionnaires.

Il a répété la proposition de l'Iran de tenir un référendum, avec «la participation des musulmans, chrétiens et juifs de Palestine ainsi que des réfugiés palestiniens, sur un système de gouvernement».

R. C.

La Maison-Blanche a annoncé en mai qu'elle co-organiserait avec Bahreïn une conférence les 25 et 26 juin à Manama sur les aspects économiques de ce plan, dont Jared Kushner – gendre et conseiller du président Donald Trump – vient de faire la promotion lors d'une tournée régionale.

Cette conférence doit réunir des dirigeants de plusieurs gouvernements, de la société civile et du monde des affaires. L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, des alliés de Washington, ont annoncé leur participation.

«Le but de cette conférence

est de réaliser un plan traître et ignoble des États-Unis sur la Palestine», a dit le guide iranien lors de la prière de l'Aïd al-Fitr diffusée par la télévision d'État.

«L'accord du siècle» est une grande trahison du monde islamique. Si Dieu le veut, il ne se concrétisera jamais. Nous espérons que les dirigeants de Bahreïn et d'Arabie saoudite se rendront compte du borbier dans lequel ils se sont engagés», a ajouté le numéro un iranien.

Les dirigeants palestiniens ont annoncé qu'ils ne se rendraient pas à Bahreïn : boycottant l'administration américaine depuis que Washington a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël fin 2017, ils ont fait savoir qu'ils étaient opposés à toute

Soudan

Au moins 60 morts dans la répression de la contestation

Sixante personnes sont mortes dans la répression de la contestation soudanaise depuis lundi, date de la dispersion, sur ordre du Conseil militaire, du sit-in devant le QG de l'armée à Khartoum, a annoncé mercredi le comité des médecins. Il s'agit du dernier bilan provisoire fourni par ce comité proche de la contestation. L'opération de dispersion de ce rassemblement emblématique de milliers de manifestants, qui réclamaient depuis des semaines le transfert du pouvoir aux civils, a été vivement condamnée à l'étranger, notamment par l'ONU, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Cette semaine, le mouvement de contestation au Soudan restait déterminé à poursuivre la mobilisation, rejetant l'appel à des élections par les militaires au pouvoir deux jours après la dispersion sanglante d'un sit-in de manifestants à Khartoum, qualifiée de «massacre». Mardi, les rues de Khartoum étaient restées quasi désertes. La plupart des commerces ont fermé. Seule une poignée de voitures et de «riksha», ces tricycles à moteur faisant office de taxi, circulaient. De nombreuses rues ont été bloquées par des pierres, des troncs d'arbres et des pneus : des barricades de fortune érigées par les manifestants face aux hommes lourdement armés des Forces de soutien rapide (RSF), déployées partout dans la capitale soudanaise. Ces forces sont accusées par le mouvement de contestation d'être les principaux auteurs de la dispersion par la force du sit-in devant le QG de l'armée lundi qui a fait «plus de 35 morts» et «des centaines de blessés», selon un bilan du Comité central des médecins, proche de la contestation. «Le nombre de morts comptabilisés dans les hôpitaux (lundi) et (mardi) est de 40», a annoncé cette organisation dans un communiqué, alors que la journée de mardi a été émaillée de coups de feu des forces de sécurité dans les rues, selon des témoignages d'habitants à travers le pays. Ce sit-in,

dans le prolongement de la contestation inédite déclenchée en décembre, avait débuté le 6 avril pour réclamer le départ du président Omar el-Béchir, destitué par l'armée cinq jours plus tard et remplacé par un Conseil militaire de transition. Le rassemblement s'est poursuivi pour exiger le transfert du pouvoir aux civils. Des images amateurs filmées durant la dispersion montrent des dizaines de manifestants, essentiellement des jeunes, courant pour fuir les balles tirées de loin. Dans leur course, certains transportent péniblement des blessés. «La situation est maintenant pire que jamais», a condamné l'Association des professionnels soudanais (SPA), clé de voute de la contestation. «Nous appelons tous les États et les organisations à isoler et à cesser de traiter avec le soi-disant Conseil militaire», a déclaré la SPA dans un communiqué, dénonçant des «crimes contre l'humanité». Lors d'une conférence de presse mardi à Londres, le Syndicat des médecins soudanais a accusé les forces de sécurité d'avoir attaqué des hôpitaux dans tout le pays. Des femmes ont été violées à Khartoum, a dénoncé l'organisation sans préciser d'où elle tirait ses informations. La Croix-Rouge internationale a annoncé sur Twitter avoir fourni du matériel médical. «Le passage en toute sécurité des ambulances, du personnel médical et du matériel est essentiel», selon elle. Après la répression du sit-in, le mouvement de contestation a décidé de rompre «tout contact» avec le Conseil militaire et appelé les Soudanais à continuer les «marches pacifiques». La SPA a appelé à «la grève et à la désobéissance civile jusqu'au renversement du régime». Elle a en outre réclamé une enquête indépendante «sous supervision internationale autour du massacre devant le QG de l'armée». Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni à huis clos mardi en urgence à la demande de l'Allemagne et du Royaume-Uni, qui ont présenté un communiqué appelant

les militaires et les manifestants au Soudan à «continuer à travailler ensemble vers une solution consensuelle», selon le document consulté par l'AFP. Mais l'initiative a été bloquée par la Chine et par la Russie. Dans un communiqué commun, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Norvège ont estimé que «le peuple soudanais mérite une transition dans le calme, menée par des civils, qui puisse établir les conditions pour des élections libres et justes, plutôt que d'avoir des élections hâtives imposées». Malgré le déploiement massif d'hommes en uniformes et de véhicules des RSF, la contestation a appelé les Soudanais à se rendre dans la rue et dans les mosquées pour prier à l'occasion de l'Aïd el-Fitr, qui marque la fin du mois de ramadan. A Port-Soudan (Est), sur la mer Rouge, après la prière, les fidèles ont défilé en criant «Chute du Conseil militaire» et «Pour un pouvoir civil», a indiqué un témoin. Dans le quartier de Chambat à Khartoum, des Soudanais se sont réunis dans la rue pour prier, «mais les RSF et la police ont tiré des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes», selon un habitant. Et «les jeunes ont fermé la rue principale avec des barricades». A Chambat, comme dans un autre quartier Khartoum, Burri, des coups de feu ont continué de retentir dans la soirée de mardi, selon des témoignages de résidents. Le Conseil militaire a dit «regretter» les violences de lundi. Il a évoqué une «opération de nettoyage» près du sit-in par les forces de sécurité qui a mal tourné. Dans le même temps, il a décidé de «cesser les négociations avec l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC)», qui chapeaute le mouvement de protestation, et appelé à «des élections générales dans un délai de neuf mois maximum», selon un communiqué de son chef, le général Abdel Fattah al-Burhane. Les élections se tiendront sous «une supervision régionale et internationale», a-t-il ajouté, en s'engageant à «garantir les libertés publiques».



Impuissance

Démission

Par Fouzia Mahmoudi

Il aura fallu tout juste une semaine à Laurent Wauquiez pour prendre acte des appels à la démission émanant de son propre camp après la large défaite de son parti aux élections européennes du dimanche 28 mai. En effet, le président des Républicains a annoncé ce dimanche soir sur TF1 sa démission. «Les victoires sont collectives, les défaites sont solitaires. Il faut que je prenne mes responsabilités : (...) je vais prendre du recul. Je me retire de mes fonctions de président des Républicains», a déclaré Wauquiez. «Il faut que la droite se reconstruise» et «je ne veux pas être un obstacle, à aucun prix», a expliqué Wauquiez. Président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, ancien ministre lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy, ex-député de Haute-Loire et ex-maire du Puy-en-Velay, Wauquiez, 44 ans, avait été confortablement élu à la tête du parti en décembre 2017, avec environ 75% des voix, quelques mois après la défaite de François Fillon à la présidentielle. Depuis son élection, Laurent Wauquiez faisait néanmoins l'objet de nombreuses critiques sur sa ligne droitière et sur une gouvernance jugée «solitaire» à la tête du parti. Souvent accusé d'«insécurité», le patron de LR avait écorné son image en 2018 avec la révélation de propos chocs, enregistrés à son insu, tenus devant des étudiants lyonnais, dans lesquels il multipliait les critiques contre différents responsables politiques. Il avait choisi dans un scepticisme général de désigner François-Xavier Bellamy, enseignant en philosophie de 33 ans, pour conduire la liste LR aux élections européennes. Mais les cadres du parti avaient ensuite activement mené campagne, jusqu'au score historiquement faible glané le 26 mai, de nombreux électeurs de droite ayant choisi de voter pour La République en marche d'Emmanuel Macron. Après cette défaite, Laurent Wauquiez avait annoncé la tenue d'«états généraux» à «la rentrée» pour «tout remettre à plat». Une décision jugée insuffisante par de nombreux hiérarques LR. Mais aujourd'hui, à l'annonce de son départ, de nombreuses questions se posent sur la suite des événements au sein du parti de droite qui devra choisir dans les semaines et mois à venir d'une orientation à même de faire revenir les électeurs. Et si certains appellent à une réorientation vers le centre, d'autres appellent à une alliance avec le Rassemblement National de Marine Le Pen. Reste à voir laquelle de ces deux tendances l'emportera et deviendra la nouvelle identité du mouvement de droite qui ne sait plus sur quel pied danser et qui tout comme le Parti socialiste avait fait les frais de l'entrée en scène du parti présidentiel La République En Marche. F. M.

Clandestins

Lopez Obrador assure que les Etats-Unis sont disposés au dialogue

■ Le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a assuré samedi que les Etats-Unis étaient prêts au «dialogue», après l'annonce par le président américain Donald Trump de taxes douanières pour forcer Mexico à agir contre les migrants clandestins.

Par Kamel L.

« Il y a une disponibilité de la part des responsables du gouvernement américain pour ouvrir un dialogue et parvenir à des accords », a déclaré le président lors d'une conférence de presse. « Il est dans l'intérêt de tous qu'il y ait un arrangement, que ces mesures ne soient pas appliquées », a-t-il encore dit.

En matière de lutte contre l'immigration clandestine vers les Etats-Unis, M. Lopez Obrador assure que son pays « fait tout ce qui lui incombe, mais il faut tenir compte du fait qu'il s'agit d'un flux migratoire inédit ».

Donald Trump a annoncé jeudi que les Etats-Unis allaient mettre en place à partir du 10 juin « des tarifs douaniers de 5% sur tous les biens en provenance du Mexique » afin de forcer ce pays à remédier à la forte hausse des arrivées de migrants venus d'Amérique centrale.

Ces droits de douane augmentent progressivement jusqu'à 25% « tant que le problème de l'immigration clandestine n'est pas résolu », a prévenu M. Trump.

Depuis octobre, des dizaines de milliers de Centraméricains – venus du Honduras, du Guatemala et du Salvador princi-

palement – traversent le Mexique dans l'espoir de se rendre aux Etats-Unis, parfois en groupes.

Entre janvier et avril, les autorités mexicaines ont interpellé plus de 51 000 migrants, soit une hausse de 17% par rapport à la même période en 2018, selon des chiffres officiels.

M. Lopez Obrador a rappelé samedi que se réuniraient mercredi à Washington des délégations du Mexique et des Etats-Unis pour aborder cette question, et que des contacts avaient

déjà eu lieu avec le gendre et conseiller de M. Trump, Jared Kushner, ainsi qu'avec le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo. « Les résultats seront positifs parce qu'il y a un environnement favorable au dialogue aussi bien dans notre pays qu'aux Etats-Unis », a insisté le président mexicain. Dans la foulée des déclarations de M. Trump, Andres Manuel Lopez Obrador avait appelé au dialogue, indiquant ne pas vouloir d'une « confrontation ». K. L.



Menaces de taxes de Trump

La secrétaire mexicaine à l'Economie se rend à Washington

La secrétaire mexicaine à l'Economie, Graciela Marquez, a annoncé qu'elle allait rencontrer lundi (hier) à Washington le secrétaire américain au Commerce Wilbur Ross, après la menace du président Donald Trump d'imposer des taxes de 5% sur les biens mexicains. « Nous sommes convenus la veille (samedi) avec M. Wilbur Ross de nous réunir demain (lundi) à Washington », a indiqué M^{me} Marquez dimanche sur son compte Twitter. Elle avait déjà indiqué samedi, sur son site, avoir eu des discussions avec le secrétaire américain en marge de la cérémonie d'investiture du nouveau président salvadorien, Nayib Bukele, à San Salvador, en précisant qu'ils allaient poursuivre ces discussions « la semaine prochaine ». Le président Trump avait annoncé jeudi que les Etats-Unis

allaient mettre en place à partir du 10 juin des tarifs douaniers de 5% sur tous les biens en provenance du Mexique, afin de forcer ce pays à remédier à la forte hausse des arrivées de migrants venus d'Amérique centrale.

Le chef de cabinet de la Maison-Blanche, Mick Mulvaney, a assuré dimanche sur la chaîne Fox, la ferme intention de Washington de mettre la menace à exécution.

« Ces droits de douane sont susceptibles de passer progressivement jusqu'à 25% tant que le problème de l'immigration clandestine n'est pas résolu », selon Trump.

Face à l'offensive douanière de Donald Trump, le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a défendu son action dans la crise migratoire et prôné le dialogue.

« Les mesures coercitives ne conduisent à

rien de bon », a-t-il répliqué lors de sa conférence de presse quotidienne vendredi.

Des responsables américains sont prêts à dialoguer et à aboutir à « des accords de compromis » après les mesures annoncées par Donald Trump, a affirmé le président Lopez Obrador.

Le gouvernement mexicain, a-t-il dit, est en contact avec le gendre et conseiller du président américain Jared Kushner.

En outre, une délégation mexicaine se trouve à Washington pour expliquer et défendre son plan d'action pour freiner l'immigration en provenance d'Amérique centrale. Enfin, une rencontre est prévue demain entre le chef de la diplomatie mexicaine Marcelo Ebrard et son homologue américain Mike Pompeo. M. L.

Selon un expert :

Mexique : les nouveaux tarifs douaniers de Trump devraient être un « signal d'alarme »

Le projet du président américain Donald Trump d'imposer de nouveaux droits de douane de 5% sur tous les produits importés depuis le Mexique représenterait pour les économies américaine et mondiale un « danger » qui va « bien au-delà » des mesures tarifaires antérieures, et devait constituer un « signal d'alarme » pour tous les marchés financiers, a estimé un économiste américain.

Dans un article publié vendredi, Adam Posen, président de l'Institut Peterson d'économie internationale de Washington, a déclaré que menacer le Mexique de tarifs douaniers en raison de la question des migrants – et ce malgré l'accord commercial global conclu entre les deux pays dans le cadre de l'Accord Etats-Unis-Mexique-Canada (USMCA) – « marquait un véritable tournant ». Si les tarifs douaniers peuvent être augmentés par « décret présidentiel unilatéral » pour des motifs de politique frontalière, et non de relations économiques, les marchés comprendront en effet rapidement qu'il y a peu de chances que le président améri-

cain respecte les accords commerciaux conclus avec ses partenaires, a indiqué M. Posen.

En conséquence, « plus aucun gouvernement ne voudra conclure d'accord avec les Etats-Unis », a-t-il ajouté.

« En se servant des tarifs douaniers comme d'une arme, M. Trump a montré que sa politique commerciale était motivée par des considérations idéologiques, et peut-être même politiques, plutôt que par une quelconque stratégie visant à améliorer le pouvoir de négociation des Etats-

Unis », a affirmé M. Posen.

Le président américain a annoncé jeudi qu'il imposerait une taxe de 5% sur tous les produits importés depuis le Mexique à partir du 10 juin, afin de faire pression sur ce pays pour qu'il empêche les migrants clandestins de traverser la frontière.

Donald Trump a ajouté que ces tarifs douaniers augmenteraient progressivement jusqu'à ce que le problème soit résolu.

Les mesures proposées ont déjà conduit à des « ventes généralisées » sur les marchés bour-

siers, ce qui n'avait pas été le cas par le passé. Le fait que les flux financiers se détournent de valeurs refuge telles que les bons du Trésor américain ou le dollar au profit des obligations allemandes ou de l'euro suggère que « les inquiétudes vis-à-vis de l'économie américaine sont en augmentation », a-t-il déclaré.

M. Posen a averti que l'impact macroéconomique de ces nouvelles mesures serait en fait bien plus élevé que les effets directs des tarifs douaniers eux-mêmes. En premier lieu, on peut s'at-

tendre à une baisse « significative et persistante » du marché des actions, ce qui aura un impact certain sur la consommation et l'investissement. En second lieu, les investissements transfrontaliers les plus productifs, dont les investissements réalisés aux Etats-Unis, enregistreront certainement des retards ou des baisses. Si ces tarifs douaniers de 5% sont appliqués, leur impact direct sur le secteur automobile sera par ailleurs fortement « rapide et marqué », a-t-il ajouté. Hani Y.

Naufrage au large de la Libye

Deux morts et 73 migrants secourus

Les corps d'une femme et d'un enfant ont été repêchés et 73 autres migrants secourus dimanche après le naufrage de leur embarcation au large de la Libye, selon les gardes-côtes libyens.

Soixante-quinze migrants étaient à bord de l'embarcation sans moteur, après avoir été braqués par des inconnus qui leur ont dérobé l'engin en pleine mer, a indiqué à le porte-parole de la marine libyenne, Ayoub Kacem.

Les migrants se sont trouvés immobilisés au large tandis que l'embarcation commen-

çait à prendre l'eau, à 14 milles nautiques au large de Garabulli, à l'est de Tripoli.

Quarante hommes, 25 femmes et huit enfants du Kenya, Côte d'Ivoire, Nigeria et du Soudan ont été secourus et conduits au centre de rétention de Tajoura, dans la banlieue-Est de la capitale, a précisé le général Kacem. La Libye est un pays de destination et de transit vers les côtes européennes pour des milliers de migrants africains. Des centaines d'entre eux meurent tous les ans en traversant dans des conditions extrêmes

la Méditerranée vers l'Italie, située à 300 kilomètres des côtes libyennes.

Le général Kacem a souligné, dans la nuit de samedi à dimanche, que les « efforts des gardes-côtes libyens ont permis une baisse de plus de 75% du nombre des départs de migrants » depuis les côtes libyennes.

La chute du nombre des départs « a fait que nous avons beaucoup moins de naufrages et de victimes en mer », a-t-il dit au cours d'une conférence de presse. T. H.



Réunion de Prague d'athlétisme
Abdelmalik Lahoulou vainqueur au 400 m haies

L'ATHLÈTE ALGÉRIEN, Abdelmalik Lahoulou a Remporté le 400 m haies de la réunion de Prague (49.20), lundi soir. Lahoulou est arrivé en tête de la course, suivi des deux Américains Johnny Deutsch (49.61) et de Khalifa Russer (49.68). L'athlète algérien Lahoulou a déjà réalisé un

record personnel (48.95) dans le dernier championnat arabe du Caire (Egypte), et un autre (49.38) dans le challenge internationale disputé le 21 mai à Nanjing (Chine). Lahoulou aspire au podium des prochains Jeux africains au Maroc et du Championnat du monde à Doha en 2019.

O Marseille
André Villas-Boas veut Brahimi

LE NOUVEL entraîneur portugais de l'Olympique Marseille (Ligue 1 française de football) André Villas-Boas insiste pour s'attacher les services du milieu international algérien du FC Porto (Div.1 portugaise) Yacine Brahimi, croit savoir dimanche le quotidien lusitanien *O Jogo*. En fin de contrat avec Porto, Brahimi (29 ans) veut changer d'air après cinq années passées au Portugal. Le club turc de Fenerbahçe s'est positionné, de même que l'OM, mais c'est les Français qui ont démontré le plus d'envie pour enrôler l'ancien Rennais, précise la même source. Selon *O Jogo*, Brahimi hésite

encore à rejoindre Marseille, préférant temporiser, puisque l'OM ne dispute aucune compétition européenne la saison prochaine. Brahimi a terminé le championnat avec un bilan de 10 buts, soit le 3^e meilleur buteur de l'équipe cette saison, derrière Tiquinho (15 buts) et Marega (11 buts). Le club a échoué à conserver son titre, le cédant au terme de la dernière journée au Benfica Lisbonne. L'ancien sociétaire du FC Grenade (Espagne) figure dans la liste des 23 joueurs de l'équipe nationale, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin-19 juillet).

Handball/ Ligue des champions d'Europe (Finale)
Ghodbane décroche le titre avec Vardar Skopje

LE CLUB macédonien de Vardar Skopje, où évolue le gardien de but international algérien Khelifa Ghodbane, s'est adjugé ce dimanche la Ligue des champions d'Europe de handball, en battant en finale la formation hongroise de Veszprém KSE 27 à 24 (mi-temps : 16-11) à Cologne (Allemagne). Vardar Skopje a créé la sensation en éliminant samedi les Espagnols du FC Barcelone (29-27) pour accéder à la deuxième finale de Ligue des champions de son histoire. La première s'était achevée sur

un triomphe du club macédonien en 2017 face au Paris SG (24-23). L'équipe macédonienne succède dans le palmarès de l'épreuve aux Français de Montpellier Handball, vainqueur en finale 2018 disputée à Cologne face à leurs compatriotes du HBC Nantes (32-27). Khalifa Ghodbane (22 ans) s'est engagé avec Vardar Skopje en septembre 2018, en provenance du club espagnol de Puente Genil où il a joué un seul match de pré-saison, étant obligé de retourner en Algérie pour un problème de visa.

Affaire ASO-WAT

Verdict le 10 juin prochain

Le Tribunal arbitral sportif algérien (TAS) devrait se prononcer le 10 juin sur le recours introduit par la direction du WA Tlemcen dans l'affaire qui l'oppose à l'ASO Chlef, a-t-on appris de la direction du club de Ligue 2 algérienne de football.

Le président du WAT, Nacereddine Souleymane, ainsi que l'avocat du WAT, ont défendu la cause de leur club devant le TAS lors de la séance de lundi passé, précise-t-on de même source.

Le WA Tlemcen a saisi le TAS après avoir été débouté par la commission de recours de la FAF dans l'affaire du match contre l'ASO Chlef (1-1) disputé le 4 mai dernier dans le cadre de la 30^e et dernière journée du championnat.

Lors de cette «finale» d'accession, l'ASO, qui évoluait à domicile, avait besoin d'un point pour valider son billet pour l'élite alors que son adversaire du jour devait l'emporter. Mais une polémique a suivi la partie dont l'origine était l'envahissement du terrain par les supporters locaux à la 93', conduisant l'arbitre à

mettre un terme aux débats. Cette situation a contraint la direction du WAT à déposer une réclamation évoquant «l'arrêt définitif de la rencontre après l'envahissement du terrain par des supporters de l'équipe locale» et demander le gain du match, une réclamation rejetée par la commission de discipline qui a homologué le résultat du match. «La commission a constaté un envahissement de terrain à la 93^e minute de jeu par les supporters de l'équipe locale, l'ASO, pour fêter leur joie, entraînant un arrêt momentané de la rencontre. L'arbitre directeur a sifflé la fin de la rencontre, en conséquence le match est homologué en son résultat», avait indiqué la Ligue de football professionnel dans un communiqué publié après l'examen par la commission de discipline de cette affaire. La commission de recours de la Fédération algérienne de football (FAF) a confirmé par la suite la décision de la commission de discipline, au grand dam de la direction du WAT qui place désormais tous ses espoirs sur le TAS.

Ils ont effectué une visite à la Maison de vieillesse de Sidi Moussa

Halliche souhaite des «douaâ» pour la Verts

■ La journée de l'Aid El Fitr a été très riche pour les joueurs de la sélection nationale de football qui se trouvent en stage bloqué au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa.



Par Mahfoud M.

Même s'ils n'ont pas été autorisés à passer cette fête sacrée en compagnie de leurs proches, cela ne les a pas empêchés de la passer dans la chaleur de la grande famille du football avec les membres des différents staffs de l'EN, notamment technique, administratif et médical. Les joueurs ont commencé la journée par la prière d'El Aid qu'ils ont effectuée au niveau de la mosquée locale, où ils se sont mêlés à la population et échangés les vœux d'El Aid.

Les membres de la sélection nationale se sont ensuite rendus, à la Maison de vieillesse de Sidi Moussa pour leur remonter le moral. Des pâtisseries et quelques présents ont été offerts aux locataires de cette maison lors de cette journée très spéciale, eux à qui il manque cette chaleur familiale. Les Slimani, Halliche ont été les premiers à faire leur apparition dans la salle où s'est déroulée cette réception si spéciale.

Rafik Halliche a pris la parole, disant que ce genre d'initiative ne devrait pas avoir lieu uniquement lors des fêtes, et que les

joueurs essaieront à l'avenir de les multiplier. Enfin, le défenseur a demandé aux personnes présentes des «douaâ» pour réussir une balle CAN 2019 en Egypte. Durant l'après-midi, le staff technique a convoqué son groupe pour une séance d'entraînement qui s'est déroulée à 18h45. Mehdi Tahart et Youcef Belaili, absents lors de la séance de décrassage collectif, étaient au rendez-vous pour cette séance qui marquait le véritable début d'une longue préparation en prévision de la CAN que tout le monde souhaite réussir.

M. M.

Atal et Bennacer dans le Top ten des révélations africaines

LES DEUX internationaux algériens : le défenseur de l'OGC Nice (France) Youcef Atal et le milieu de terrain offensif d'Empoli (Italie) Ismaël Bennacer ont été retenus parmi les dix révélations africaines de la saison européenne 2018-2019, selon un Top 10 établi par le site spécialisé Football365.

«Arrivé de Courtrai (Belgique) contre trois millions d'euros et dans l'anonymat le plus complet, Youcef Atal a ébloui la Ligue 1 tout au long de la saison. Il a brillé au poste de latéral droit et n'a pas eu peur de faire dans le dépassement de fonction au sein d'un effectif niçois limité», écrit le site à propos d'Atal (23 ans), l'une des révélations de la Ligue 1 française, lui qui a terminé co-

meilleur buteur de Nice avec 6 buts.

«Solide dans les duels, l'international algérien a déroulé plus d'un défenseur avec ses dribbles incroyables. Offensivement ou défensivement, le joueur de 23 ans a tout d'un crack», a-t-il ajouté.

De son côté, Bennacer (21 ans) a également brillé en Serie A italienne, mais cela n'a pas suffi à Empoli pour rester parmi l'élite, une saison seulement après son accession.

«Empoli s'est trouvé en Ismaël Bennacer un "registra" (meneur de jeu reculé) de grande qualité, capable de couper les transmissions adverses et de bonifier les ballons récupérés grâce à sa vision du jeu. Au point de se voir

désigné joueur de la saison par le club toscan», écrit Football365 au sujet de l'ancien joueur de la réserve d'Arsenal (Angleterre).

Outre Atal et Bennacer, convoqués pour la CAN-2019, le site spécialisé a également retenu les noms de huit autres joueurs africains qui se sont distingués avec leurs clubs respectifs dans les différents championnats du Vieux continent : Joseph Aido (Ghana/ Genk), Mady Camara (Guinée/ Olympiakos), Samuel Chukwueze (Nigeria/Villarreal), Youssef Al-Nesyri (Maroc/ Leganes), Christian Kouamé (Côte d'Ivoire/ Genoa), Edouard Mendy (Sénégal/ Reims), Paul Onuachu (Nigeria/ Midtjylland), et Victor Osimhen (Nigeria/ Charleroi).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Célébration de l'Aïd El-Fitr à Béjaïa

Deux décès et dix blessés enregistrés le premier jour

L'AÏD EL-FITR de cette année a été marqué par des accidents dramatiques à Béjaïa durant le premier jour où deux décès et dix blessés ont été enregistrés.

Il s'agit de deux jeunes ayant fait des chutes. L'un suite à un accident de moto au niveau de l'échangeur des quatre chemins en compagnie de son ami qui a été admis à l'hôpital suite à de graves blessures.

Le second a trouvé la mort suite à une chute avec son frère d'une falaise au niveau de Cap Carbone. Son frère qui se trouve admis au CHU est gravement blessé aussi. Un autre accident de la route a été enregistré au milieu de la journée.

Une collision entre deux véhicules légers au niveau du lieu-dit Ibarissen dans la commune de Toudja a fait 8 blessés de la même famille. La fête de l'Aïd a été célébrée dans une ambiance bonne enfant en dépit de la hausse du mercure.

Elle a été marquée par des actions de solidarité menées par le mouvement associatif local, notamment les visites aux pensionnaires du centre de prise en charge des personnes âgées de Sidi-Wali, aux malades, notamment les enfants malades hospitalisés au CHU Khelil-Amrane et

au niveau des EPH de la wilaya, notamment celui d'Akbou. Les visites aux proches et familles ont marqué également les deux jours de l'Aïd.

S'agissant de la disponibilité des produits alimentaires et des services, il a été constaté un manque de pain généré par la fermeture de certains boulangers un peu partout à travers la wilaya, notamment à Amizour, Tazmalt, Béjaïa, selon des échos. Les autres magasins ont ouvert en fonction du programme de réquisition initié par la DCP. Des commerçants non concernés par la réquisition de la DCP ont volontairement ouvert leurs magasins.

Un manque de transport a été observé durant le premier jour de l'Aïd, notamment sur l'itinéraire interwilaya et intercommunal, contrairement au deuxième jour. Côté sécuritaire, la sûreté de wilaya a, comme annoncé dans un communiqué la veille, mobilisé ses troupes durant les deux jours de l'Aïd au niveau de toutes les intersections, des lieux publics accueillant un grand flux de citoyens et des points sensibles dans les villes, tels que les mosquées, les parcs de loisir et les grandes places publiques.

Hocine Cherfa

Accidents de la circulation

7 morts et 48 blessés durant les dernières 24 heures

SEPT PERSONNES sont mortes et 48 autres ont été blessées dans 11 accidents de la route durant les dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Mascara, où 2 personnes sont décédées et 3 autres ont

été blessées suite à une collision entre deux véhicules légers, survenue sur la RN 17, commune Hacine, précise la même source.

Par ailleurs, un adolescent âgé de 17 ans est décédé par noyade dans une mare d'eau, au lieu-dit Fedj Nouisar, commune de Machroha, dans la wilaya de Souk Ahras.

H. Y.

Vietnam

Un homme grièvement blessé par un tigre dans un zoo privé

UN HOMME a été grièvement blessé par un tigre dans un zoo privé du sud du Vietnam, a indiqué hier un responsable local.

La victime, Vo Thanh Quoi, 49 ans, un ancien employé du zoo, situé dans la province méridionale de Binh Duong, a eu un bras et une main arrachés.

Ce dernier a été retrouvé à côté de la cage de l'animal qui lui a dévoré la main gauche, le poignet et la plus grande partie du bras

droit, selon un docteur. Sa vie n'est plus en danger.

La cause de l'attaque n'est pas connue. Le parc zoologique a été fermé après l'attaque qui a eu lieu mardi.

Il reste fort peu de tigres sauvages dans les jungles du Vietnam mais quelques centaines de félins sont domestiqués, comme animaux de compagnie – ce qui est légal –, ou bien exhibés dans les zoos du pays.

R. I.

Fin de ramadan



Loumis

Djalou@hotmail.com

Croissance

La Banque mondiale corrige à la baisse ses prévisions pour l'Algérie

■ Dans son rapport «Perspectives économiques mondiales», publié avant-hier, la Banque mondiale revient sur les prévisions de croissance établies en début de l'année pour l'Algérie et revoit ses chiffres à moins 0,4% par rapport à janvier dernier.

Par Lynda Naïli

Dans son rapport «Perspectives économiques mondiales» publié avant-hier, la Banque mondiale revient sur les prévisions de croissance établies en début de l'année pour l'Algérie et revoit ses chiffres à moins 0,4% par rapport à janvier dernier. «La croissance en Algérie devrait être morose, à 1,7% en 2020, l'assainissement des finances publiques pesant sur l'activité non pétrolière», écrit en effet l'institution de Bretton Woods dans son dernier rapport. Cette dernière qui avait déjà ajusté ses prévisions pour 2019 de -0,4 point à 1,9% pour 2020, fait une projection en baisse qu'elle établit à -0,1 point comparativement aux anticipations de janvier. Quant à 2021, la BM situe la baisse 1,4% en baisse -0,4 point comparé aux anticipations de janvier. Ainsi, pour la BM, la diminution des prix du pétrole ainsi que le recul de la production d'hydrocarbures causée par «la baisse des quotas décidée par l'Opep et des pays non-membres de l'organisation (Opep +) afin de rééquilibrer le marché mondial», sont derrière la baisse des prévisions des chiffres de croissance pour l'Algérie et la plupart des pays exportateurs d'hydrocarbures. Toutefois, l'institution de Bretton

Wood prévoit un retour rapide de l'Algérie à l'ajustement budgétaire après la politique expansionniste prônée par l'ancien gouvernement Ahmed Ouyahia pour dopper la croissance économique dans un contexte de baisse des recettes pétrolières. De ce fait, pour l'institution bancaire, ce rééquilibrage budgétaire devrait être suivi d'un léger ralentissement des secteurs hors hydrocarbures sur l'année 2019, neutralisant ainsi une légère augmentation de la production d'hydrocarbures, qui aura pour effet «une croissance léthargique». Et d'estimer que les recettes des secteurs hors hydrocarbures étaient en mesure d'apporter une certaine marge de manœuvre pour réduire l'ampleur des coupes budgétaires.

«Les dépenses publiques ont soutenu l'activité (hors hydrocarbures) en Algérie, celle du secteur des hydrocarbures a été réduite», a constaté l'institution financière mondiale pour qui cette situation ne devrait pas tarder car, selon elle, «un retour à un assainissement budgétaire pèse sur l'activité hors hydrocarbures». En somme la BM, préconisant pour l'Algérie d'engager d'ambitieuses réformes, considèrera que le principal défi pour l'économie algérienne est de renforcer sa résilience à la volatilité des prix des hydrocarbures, à la fois en atténuant l'impact de

cette volatilité sur le budget et en diversifiant les sources de croissance.

La croissance mondiale sur son fond de risques importants

Par ailleurs, la BM a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale en 2019 et 2020 sur fond de faiblesse des investissements qui menace de freiner l'essor des économies émergentes et en développement. La croissance du PIB mondial devrait progresser de 2,6% en 2019 et de 2,7% en 2020, soit respectivement -0,3 et -0,1 point comparés à l'édition de janvier, estime-t-elle. «Le relèvement des barrières commerciales, un regain de difficultés financières et un ralentissement plus brutal qu'attendu dans plusieurs grandes économies font partie de ces menaces», précise l'institution de Bretton Woods dans ce nouveau rapport intitulé «Tensions grandissantes et investissements atones». Commentant les nouvelles projections, le président de la BM, David Malpass, souligne que «la dynamique actuelle reste fragile, alors que la hausse des niveaux d'endettement et la faiblesse des investissements dans les économies en développement les empêchent d'exploiter tout leur potentiel».